

Il faut aussi, à ce propos, s'attaquer aux bases financières des conflits. De plus en plus, depuis une dizaine d'années, les guerres civiles tournent davantage autour d'enjeux économiques que d'enjeux politiques. Qu'il s'agisse de diamants en Sierra Leone et en Angola, de bois tropicaux au Libéria et au Cambodge, ou de stupéfiants en Colombie et en Afghanistan, les profits plus que le pouvoir politique dictent les conflits violents.

À l'heure actuelle, le Canada préside le Processus de Kimberley, mécanisme multilatéral qui se révèle efficace pour combattre le commerce des diamants de la guerre en Afrique et assurer la crédibilité d'une industrie qui représente des milliards de dollars. Le processus est motivé, dans une large mesure, par la volonté d'empêcher les conflits violents et de les résoudre ainsi que de mettre fin aux souffrances qu'endurent inutilement des civils innocents, autant d'objectifs clés du programme d'action pour la sécurité humaine du Canada.

Les organisations multilatérales sont devenues des instances clés pour faire avancer le programme de la sécurité humaine à l'échelle internationale. Par exemple, la Francophonie, institution consacrée au départ à la culture et à l'éducation surtout, avec un souci particulier des besoins en matière de développement de ses membres plus pauvres, s'intéresse davantage depuis quelques années à des questions de politique et de sécurité. Les Sommets de la Francophonie, qui ont lieu

tous les deux ans, renforcent l'influence politique de la Francophonie. Ainsi, en novembre 2004, à Ouagadougou (Burkina Faso), le premier ministre a proposé d'organiser une réunion des ministres des Affaires étrangères de la Francophonie sur la prévention des conflits et la sécurité humaine, confirmant par là même le changement fondamental dans l'orientation générale de cette institution.

Initiative particulière

- Les Affaires étrangères relanceront le programme d'action pour la sécurité humaine en donnant un nouvel élan à l'action internationale menée pour lutter contre l'entrée illicite d'armes de petit calibre dans des zones de conflit, y compris les zones urbaines. Nous aiderons aussi à supprimer les incitations financières au conflit en cherchant à conclure des accords internationaux pour mettre fin au commerce illicite de certaines ressources qui alimentent et exacerbent les conflits armés, et nous insisterons pour que soient définis de nouveaux mécanismes multilatéraux qui permettent de traduire en justice ceux qui profitent de ces activités, qu'il s'agisse de seigneurs de la guerre, d'organisations criminelles ou d'entreprises complices. Nous étudierons de plus près l'avantage comparatif de diverses instances multilatérales dans la poursuite du programme de la sécurité humaine.